
[Des femmes debout qui luttent contre l'usine de papier Suzano dans l'État de Maranhão, Brésil](#)

La construction de l'usine de papier Suzano Papel e Celulosa, ainsi que des routes voisines, le transport incessant de bois et l'affluence massive de travailleurs ont causé beaucoup de destruction pour les populations locales. Voici le témoignage d'une femme militante qui lutte pour son territoire et sa vie.

L'usine Suzano Papel e Celulosa à Imperatriz, État de Maranhão, Brésil, inaugurée en 2014 et avec une capacité de production annuelle de **1,65 million de tonnes de cellulose et de 60 000 tonnes de papier hygiénique** a occasionné beaucoup de destruction pour les habitants de la zone.

Le WRM a interviewé Rosa (Rosalva Gomes), membre d'une famille de casseuses de coco babassu (des femmes qui cohabitent avec et dépendent de la cueillette de noix de coco du palmier babassu pour subsister). Elle est une dirigeante et conseillère du *Movimento Interestadual das Quebradeiras de Coco Babaçu* (MIQCB, Mouvement interétatique de casseuses de coco babassu) dans la région d'Imperatriz, État de Maranhão.

Créé en 1991 par des femmes, le MIQCB est né de la nécessité des femmes d'avoir un espace dans lequel elles pourraient agir et discuter de leurs revendications. Les espaces sociaux de l'époque étaient les syndicats de travailleurs agricoles, dans lesquels les femmes n'avaient même pas le droit de vote dans les assemblées syndicales ; elles ne pouvaient pas discuter des revendications spécifiques des femmes et n'étaient pas considérées comme un élément important de l'organisation ni de la lutte pour la terre.

Tout a commencé dans les cercles de dialogue. Dans Maranhão, un contact a été établi avec d'autres femmes qui provenaient également des États voisins : Para, Tocantins et Piauí. Les femmes se sont réunies dans des cercles plus larges, en discutant de leurs réalités dans les régions et en 1991, elles ont fondé leur propre mouvement pour **organiser les femmes casseuses de noix de coco de ces quatre États et obtenir ensemble le respect de leurs droits, dont le principal était l'accès aux noix de coco.**

Aujourd'hui, les principaux drapeaux de lutte continuent d'être le maintien de l'organisation et l'autonomisation des femmes casseuses, l'accès aux noix de coco, la défense des forêts de babassu, l'organisation et la commercialisation de la production de babassu, l'accès aux politiques institutionnelles et la lutte acharnée pour la régularisation des territoires traditionnels. Également le renforcement des communautés et des territoires pour le « bien vivre » et l'agroécologie.

Voici son témoignage.

1. Comment s'est déroulé le processus d'implantation de l'usine Suzano à Imperatriz ? Quels discours l'entreprise et le gouvernement ont-ils utilisés pour tenter d'obtenir l'acceptation de la population ?

Avant, dans les années 1990, l'entreprise, qui s'appelait alors Celmar, avait tenté d'établir ici un pôle de production de cellulose, mais elle a échoué. Cet échec a aussi été en partie le résultat de la résistance des mouvements sociaux de l'époque contre l'installation. Par la suite, et sous un autre nom, Suzano, l'implantation s'est produite **avec un discours qui faisait miroiter des emplois, la croissance de la ville et des avantages pour les communautés traditionnelles, principalement celles qui se trouvent à proximité du site où ils voulaient construire l'usine.**

Les gouvernements (de l'État et de la municipalité), qui avaient les yeux fixés sur la « croissance » de la région, ont facilité toutes les démarches pour l'implantation du pôle de production, y compris les consultations publiques, lesquelles n'ont pas suivi la procédure établie. Peu publicisées, les consultations qui ont eu lieu décrivaient toujours l'entreprise comme un jardin de roses pour la population. **Ils ont utilisé et utilisent beaucoup la presse locale pour redorer l'image de l'entreprise et les rares mouvements qui n'ont pas été cooptés sont qualifiés « d'anti-développement, »** comme c'est le cas du MIQCB, lequel a été un des rares mouvements qui n'a pas accepté de s'allier avec l'entreprise, ne s'est pas vendu, n'a pas permis sa cooptation et a toujours maintenu sa position contre ce modèle de « développement. »

L'entreprise a corrompu presque toute la plateforme des organisations sociales de la région. Suzano a aussi coopté des agents des organismes fédéraux de protection de l'environnement. Par exemple, c'est le cas des gestionnaires de l'Institut Chico Mendes de conservation de la biodiversité (ICMBio) de la région.

Une agence est mandatée pour gérer l'aire de réserve décrétée à Ciriaco, municipalité de Cidelândia, Maranhão — laquelle est le fruit d'une lutte également menée par le MIQCB et les casseuses de coco dans les années 1990. C'est une des plus grandes réserves de babassu au pays. Cette agence organise des actions « sociales » avec l'entreprise. Elle agit comme un pont qui aide l'entreprise à obtenir plus d'espace dans les communautés. Des témoignages font part de violations de la zone protégée, notamment l'élevage de bétail à l'intérieur de la réserve et l'abattage de palmiers. L'agence le sait et est complice. En 2012, le MIQCB a mené une enquête dans la région sur les dommages que l'entreprise a causés et causerait avec l'exploitation de l'usine à Imperatriz ; les enquêteuses avaient alors demandé à parler avec l'administration du pôle, mais cette dernière a refusé de les rencontrer et ne les a même pas laissées entrer dans la réserve. L'Institut joue un rôle totalement différent de celui de son mandat. Cela aussi a d'importantes répercussions parce que l'ICMBio a vu le jour grâce à Chico Mendes, et il en porte même le nom. Ce dernier a tellement lutté pour la vie des forêts et leur diversité ; il a beaucoup lutté et on lui a enlevé la vie à cause de sa lutte. Aujourd'hui, la gestion dans les pôles et la politique adoptée par l'Institut sont en train de tuer Chico Mendes une deuxième fois. C'est ce que je ressens.

Aujourd'hui, l'opposition des organisations historiques de la région comme le Sindicato de Trabalhadores Rurales (STTR, syndicat de travailleurs agricoles) d'Imperatriz n'est maintenue que par son secrétariat de politiques pour les femmes, un service du syndicat présidé par Maria Querobina da Silva Neta, mais la direction même s'efforce de contenir les communautés qui sont en conflit avec l'entreprise pour des terres. De plus, des dirigeants d'associations de la base ont été cooptés, lesquels **sont des militants qui travaillaient auparavant avec les communautés que l'entreprise a embauchés parce qu'ils ont acquis leur formation politique à l'intérieur des territoires. Leur rôle consiste à travailler principalement dans des secteurs sociaux et à servir de pont pour assurer de l'espace à l'entreprise dans ces localités.**

Une opposition organisée s'était élevée contre la première tentative en 1990. La deuxième fois, les promoteurs ont adopté une approche de sorte que l'opposition était moins forte et insuffisante. Ils

ont pris le soin de corrompre divers secteurs, des gestionnaires d'organismes comme l'ICMBio et l'INCRA (Institut national de colonisation et de réforme agraire), les directions d'organisations de la base comme des associations communautaires et la section locale de CARITAS (une organisation liée à l'Église catholique créée pour appuyer les populations rurales aux prises avec des affrontements et des menaces), des dirigeants syndicaux, etc. Ce fut une accumulation de personnes représentatives qui auraient pu, à travers leurs organisations ou établissements, causer d'énormes problèmes à l'entreprise. C'est par là qu'ils ont commencé et **le premier grand impact fut une déstructuration des forces sociales de la région**, lesquelles subissaient déjà un processus d'affaiblissement.

2. L'usine est un énorme ouvrage d'infrastructure dont la construction a nécessité un grand nombre de travailleurs. Quels ont été les effets de ce projet sur la population d'Imperatriz, et en particulier sur les femmes ?

L'usine est un des plus grands pôles de production de cellulose au pays et **a toutes sortes d'effets**. Durant la construction de l'usine, beaucoup d'hommes et de femmes attirés par le discours du « développement » ont laissé de côté leur identité de travailleur ou travailleuse rurale pour y trouver un emploi. Cela a nui à leur droit à la retraite rurale parce qu'on a inscrit dans leur carnet qu'ils avaient occupé un travail salarié pendant quelques mois.

Dans la ville et la région, on a assisté à **l'arrivée d'un grand nombre d'hommes provenant d'autres lieux et beaucoup de femmes ont subi des abus sexuels**. Un grand nombre de celles qui ont travaillé dans les pépinières de production de plantules d'eucalyptus ont maintenant des **problèmes de santé**, y compris le cancer. Beaucoup d'entre elles ont été séduites dans les espaces des services généraux et les sites des ouvrages. Il y a eu plusieurs accidents lors de la construction, y compris avec des **morts de travailleurs que la presse locale a cachés** ; les familles des victimes ont reçu peu ou pas d'aide à laquelle elles avaient droit. **Le nombre de véhicules circulant** sur la « route du riz » (route Padre Josimo Tavares MA 386) augmenta en causant encore plus de perturbations dans les communautés situées le long de celle-ci, **plus de risques pour les personnes, principalement les enfants, et le harcèlement des adolescentes** des communautés. Beaucoup de jeunes des communautés ont déménagé à Imperatriz même à la recherche d'un emploi rêvé à Suzano, ce qui a perturbé la continuité des communautés et causé une rapide augmentation de la population dans la municipalité, laquelle n'était pas prête à recevoir cet exode.

3. Aujourd'hui, presque cinq ans après l'installation de l'usine, que pouvez-vous dire que ce projet a laissé en ce qui concerne le « développement local » ?

Rien de bon.

Les emplois actuels sont de la main-d'œuvre en périphérie de la ville, ou de l'État. La municipalité et son gouvernement recueillent chaque année des millions en impôts de l'entreprise, mais n'investissent rien dans la région. La ville est ruinée et récemment, la chambre des conseillers a péniblement approuvé une commission parlementaire d'enquête (CPI) sur la santé pour examiner de gigantesques détournements de ressources. Un dangereux transfert de responsabilités de la municipalité à l'entreprise a été effectué avec les célèbres œuvres et actions de responsabilité sociale. **L'entreprise s'est approprié les espaces de communication de la région à son avantage. L'entreprise est intervenue dans des espaces sociaux créés par les mouvements sociaux**, comme les CFR (Maisons familiales rurales), inspirées de la **pédagogie de l'alternance** de Paulo Freire en tant que modèle d'éducation contextualisée. Il existe maintenant une division politico-

sociale très forte dans des communautés de casseuses de coco babassu alors qu'auparavant, leur mouvement avait la force de leur autonomie.

Les poissons du fleuve Tocantins meurent en raison du rejet des eaux usées de l'usine. Selon l'entreprise, ces eaux passent par une usine de traitement, mais celle-ci ne retire pas complètement les produits chimiques, lesquels peuvent même altérer la reproduction des espèces indigènes du fleuve. **La ville a subi une déformation de ce qu'elle était à l'origine : le fleuve Tocantins**, la pêche artisanale et l'exploitation et la cueillette de ressources. Ville symbole de la frontière entre les biomes du *Cerrado* (savane) et de l'Amazonie, autrefois baptisée la porte de l'Amazonie, Imperatriz a été transformée avec des décorations faites de troncs d'eucalyptus, des arbres d'eucalyptus, le logo de l'entreprise sur les uniformes festifs et sportifs de la ville, les gens ont été induits à oublier leurs origines. Certains jours, la ville pue, le vent transporte les **odeurs nauséabondes** de l'usine dans plusieurs des quartiers les plus proches du pôle productif. L'assèchement des ruisseaux et des ruisselets s'accroît chaque année à cause de la consommation d'eau des eucalyptus. **Le sol, l'air et l'eau sont empoisonnés** et plusieurs personnes souffrent de **problèmes de santé** qui naguère étaient rares dans les communautés, comme les démangeaisons de la peau et la cécité. Les **accidents graves et mortels**, dans lesquels sont impliqués principalement des camions dotés de triples remorques qui transportent les troncs, et les incendies dans les plantations durant l'été ne sont pas dénoncés ni indemnisés. La majorité des camions dotés de triples remorques mesurent 30 mètres de long et transportent le bois des plantations à l'usine. Ce sont des camions très lourds qui transportent des centaines de troncs, lesquels sous l'effet des déplacements à grande vitesse sur la route finissent par se déloger en causant accidents et morts. Les risques sont plus élevés sur les routes de l'État de Maranhão parce qu'elles sont étroites et n'ont pas d'aire de repos. Ces camions endommagent les routes à cause de leur poids excessif et les vibrations incessantes du sol produisent des fissures dans les murs des maisons.

Le MIQCB (Mouvement interétatique de femmes casseuses de coco babassu) a déposé une plainte devant le Ministère public fédéral (MPF) sur la mort d'au moins huit personnes en 2015, dont trois qui ont été brûlées vives dans les plantations de la zone. Mais le MPF nous a répondu qu'il ne pouvait pas poursuivre la procédure en alléguant une insuffisance d'informations sur les victimes et leurs proches. Des informations comme le nom complet de la victime, le nom de son père, le nom de sa mère... C'est totalement absurde. Il y a même eu un reportage épouvantable produit par TV Mirante, une chaîne locale, avec le fils d'une victime décédée à la suite de la chute d'un tronc transporté par camion en direction de l'usine. Aucun représentant de l'entreprise n'est allé visiter la famille et il n'y a eu aucune indemnisation (la famille vit dans la municipalité de Vila Nova dos Martírios, une ville proche d'Imperatriz, qui subit également des effets causés par l'entreprise).

Des communautés qui vivent des conflits internes et sont divisées dans leurs propres territoires. Des organisations sociales qui n'ont plus d'autonomie. En fin de compte, **ce projet ne profite qu'à une petite minorité d'entrepreneurs et de politiciens qui s'emplissent les poches au détriment de nombreuses personnes lésées.**

4. Y a-t-il d'autres ouvrages d'infrastructure dans la région liés à l'entreprise Suzano ?

Un tronçon de dix kilomètres de route qui unit Imperatriz à l'usine de l'entreprise fait partie de la route MA 386 Rodovia Padre Josimo. Cette route fut construite d'abord **pour permettre le transport du bois, le tronçon est dans un état pitoyable et est extrêmement dangereux.** La route est très étroite et par endroits a perdu son revêtement que le poids des camions a endommagé. Beaucoup de communautés traditionnelles qui vivent en bordure de ce tronçon subissent la poussière, les **risques d'accident et la perturbation de la vie quotidienne.** Les camions transitent également à

l'intérieur du périmètre urbain où ils causent des accidents. Un récent accident a occasionné la mort instantanée d'un couple au coin de l'avenue JK et de la route BR010.

5. Aimeriez-vous partager d'autres commentaires ?

Le comportement de l'entreprise Suzano dans la région n'est pas contrôlé et on ne la responsabilise d'aucune façon pour les dommages physiques, culturels, environnementaux et sociaux qu'elle cause aux populations de la région. **Le transfert de responsabilité du pouvoir public à l'entreprise est dangereux** et menace la souveraineté de la municipalité et des personnes.

Renverser la fragmentation sociale qu'a entraînée l'installation de l'usine principalement dans les communautés pourrait nécessiter plusieurs années d'efforts de la part des organisations sociales qui travaillent avec la collectivité dans la région. Cette entreprise agit de manière typique en utilisant les personnes pour nous faire croire qu'elle est de bonne foi, alors qu'elle est une des transnationales qui promeut le plus de violations des droits humains au Brésil.

En ce qui concerne le mouvement, en tant que femme, femme noire et militante d'un mouvement de femmes, je me sens fréquemment menacée par l'entreprise. Nous sommes suivies dans les environs des communautés, on nous surveille lorsque nous nous réunissons dans les communautés. Nous sommes facilement identifiées en raison du travail que nous menons et nous sommes déterminées à continuer ce travail même si nous courons ces risques.